



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète
Direction des sécurités**

**ARRETE du 15 octobre 2020
modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du
masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la
commune de Lingolsheim**

**La Préfète de la région Grand Est,
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020 imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus sur le territoire de la commune de Lingolsheim ;
- Vu** l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Lingolsheim ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 14 octobre 2020 ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que la loi du 9 juillet 2020 sus-visée prévoit, en son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes, l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public, les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1^{er} du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que le décret du 10 juillet sus-visé classe, depuis le 6 septembre 2020, le département du Bas-Rhin en Zone de Circulation Active (ZCA) du virus, ce qui implique un renforcement de la vigilance sanitaire ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais proche du seuil de l'alerte renforcée avec 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Lingolsheim se caractérise par une importante densité de population ; qu'il existe, au regard de sa proximité aux communes d'Ostwald, d'Illkirch-Graffenstaden et de la métropole strasbourgeoise, d'importants flux de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que certaines rues commerçantes, les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et de Lingolsheim, et ce, notamment dès lors que la commune de Lingolsheim se caractérise par une portion non négligeable de population étudiante, environ 9 % de la population de la commune en 2017 ; que ces populations majoritairement asymptomatiques, peuvent diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire de la commune de Lingolsheim ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

ARRETE

Article 1^{er} – L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2020 sus-visé est modifié comme suit :

« A compter du 1^{er} octobre 2020, le dispositif rendant le port du masque obligatoire est prolongé jusqu'au 30 octobre 2020 inclus, pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Lingolsheim :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées) privés et publics ;*
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;*
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;*
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;*
- dans un rayon de 50 mètres autour des squares pour enfants et aires de jeux ;*
- dans l'intégralité :*
 - de la rue du Maréchal Foch ;*
 - du square de Coubertin ;*
- dans la rue Tiergartel, dans l'intervalle situé entre la rue d'Ostwald et la rue du général de Gaulle ;*
- dans la rue des Tilleuls, dans l'intervalle situé entre la rue des Merles et la rue Tiergartel ;*
- sur les zones de stationnement situées devant les commerces suivants : Lidl, Aldi et Super U ;*
- aux abords du campus du CESI de Lingolsheim délimité par le chemin de la roseraie, la cour des chevreaux, l'allée des foulons et la route de schirmeck ».*

Article 2 – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 10 juillet 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

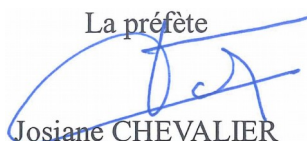
L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

Article 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément aux dispositions du VII de l'article 1^{er} de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 sus-visée, qui renvoient à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, la maire de Lingolsheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et transmis à la maire de Lingolsheim.

Fait à Strasbourg, le 15 octobre 2020

La préfète

Josiane CHEVALIER

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

Un recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin
Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives
5, place de la République
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

Un recours hiérarchique auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31, avenue de la Paix
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : www.telerecours.fr

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*